

Strasbourg, 23 mai 2013

EPAS (2013) 30

ACCORD PARTIEL ELARGI SUR LE SPORT (APES)

**SEMINAIRE sur la Justice sportive et les droits de l'homme, Strasbourg, le 14 février 2013**

**TABLE RONDE sur la justice sportive et la justice étatique, Strasbourg, le 15 février 2013**

**COMPTE-RENDU DU SECRETARIAT DE L'APES**

Le séminaire « Justice sportive et droits de l'homme », organisé par l'APES en coopération avec l'Institut international des droits de l'homme, s'est tenu le 14 février 2013 à Strasbourg.

Il a été ouvert par Snežana Samardžić-Marković, Directrice Générale de la Démocratie, Guido Raimondi, Vice-président de la Cour européenne des droits de l'homme, Denis Oswald, membre du CIO, Professeur et Directeur du Centre international d'étude du sport (CIES), Neuchâtel et Sébastien Touzé, Secrétaire Général de l'institut international des droits de l'homme. Il a par ailleurs bénéficié d'une intervention de Alexandre Miguel Mestre, Secrétaire d'Etat portugais à la Jeunesse et au Sport.

Le séminaire a été complété, le matin du 15 février, par une table ronde associant quatre Etats intéressés à échanger sur la problématique de la coordination entre justice étatique et justice sportive.

Les présentations faites pendant le séminaire et les contributions écrites des participants à la table ronde sont disponibles sur le site internet de l'APES ([www.coe.int/EPAS](http://www.coe.int/EPAS)), dans la section « Etudes et comptes rendus ».

Le Secrétaire exécutif de l'APES a pris acte des points de vue exprimés par les participants au séminaire et à la table ronde, et il a mentionné qu'il rapporterait les conclusions et les propositions suivantes au Comité de direction de l'APES, afin qu'elles soient considérées dans le cadre de la planification des activités futures:

- La participation du Vice-Président et de représentants du greffe de la Cour Européenne des droits de l'homme, ainsi que d'institutions académiques bénéficiant d'une expertise en matière de droits de l'homme, notamment l'institut international des droits de l'homme, a été saluée. La poursuite de la coopération avec ces institutions est souhaitable.

*Suivi et activités envisageables : interventions de l'APES dans des conférences ou séminaires organisés par ces organisations ; continuation de la coopération avec les intervenants de la CEDH et du monde académique.*

- Cette coopération est d'autant plus pertinente que plusieurs affaires relatives à la protection des droits de l'homme dans le sport sont pendantes auprès de la CEDH et pourraient être déclarées recevables.
- L'APES, en s'appuyant sur la Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la Charte européenne du Sport (92/13 Rev) et sur la Recommandation relative au principe de l'autonomie du sport en Europe (2011/3), peut permettre de traiter de questions telles que :
  - des conflits de compétences ;
  - des atteintes à l'autonomie du sport ;
  - la conformité des procédures du mouvement sportif avec les droits fondamentaux.

*Suivi et activités envisageables : Discussion à l'occasion de réunions conjointes du Comité de Direction et du Comité consultatif, de visites consultatives ou de séminaires.*

- L'APES peut par ailleurs jouer un rôle de sensibilisation et de formation :
  - ... pour faire connaître les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme, en particulier les garanties procédurales qui doivent être respectées, aux organisations sportives ainsi qu'à leurs organes disciplinaires et instances d'arbitrage : ces travaux peuvent être l'occasion de clarifier et vulgariser les principes procéduraux qui doivent être garantis, en vertu de l'art 6 CEDH, dans le cadre des procédures disciplinaires.

*Suivi et activités envisageables : Rédaction d'un manuel de bonnes pratiques APES, destiné aux organisations sportives et/ou interventions dans le cadre de formations ou formation continue pour les membres des organes disciplinaires.*

- ... pour faire connaître aux juges et greffiers des tribunaux étatiques les procédures du mouvement sportif (système de sanctions disciplinaires et instances d'arbitrage) et le principe d'autonomie du mouvement sportif.

*Suivi et activités envisageables : Rédaction d'un manuel de bonnes pratiques APES, destinés aux juges et/ou interventions dans le cadre de formation ou formation continues pour les magistrats ou le personnel de justice.*

- Lors du séminaire, il a relevé le témoignage de représentants des autorités publiques qui signalaient que les autorités gouvernementales sont souvent confrontées à des demandes de législations promues par le mouvement sportif. La prise en compte de ce cas de figure complète l'approche traditionnelle de l'autonomie du mouvement sportif appréhendée comme la défense contre des interventions indues et malvenues de la part des autorités publiques. Elle pourrait également faire l'objet d'échanges entre les délégations intéressées. La question des exigences disproportionnées en termes de législations, lors de certaines grandes manifestations, a été mentionnée dans ce contexte.

*Suivi et activités envisageables : Table ronde ou discussion entre les délégations du Comité de direction de l'APES.*

- Enfin, un intervenant du mouvement sportif a suggéré d'élaborer dans un cadre intergouvernemental la notion d'« ordre public ». En effet, dans la plupart des systèmes juridiques, il semble que l'examen par le juge (étatique) du fond de la décision d'arbitres (privés) est limité à la compatibilité de la sentence avec l'ordre public. Toutefois il semble que la notion d'« ordre public » ne fasse l'objet d'aucune harmonisation internationale et soit interprétée de manière extensive dans certaines juridictions et restrictive dans d'autres.

*Suivi et activités envisageables : étude de droit comparé sur la notion d'ordre public invoqué pour examiner des décisions arbitrales sportives. Table ronde ou discussion entre les délégations du Comité de direction de l'APES, à la lumière des résultats de cette étude.*

## ANNEXE I – Programme du Séminaire sur la Justice sportive et les droits de l'homme

|       |   |   |
|-------|---|---|
| 10:30 | <b>Inscription des participants</b>   |   |
| 11:15 | Séance d'ouverture  |   |
|       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil de l'Europe</li> <li>• Cour européenne des droits de l'homme</li> <li>• Mouvement olympique</li> <li>• Institut International des Droits de l'Homme</li> </ul> | <p>Snežana Samardžić-Marković, Directrice Générale de la Démocratie</p> <p>Guido Raimondi, Vice-président de la Cour européenne des droits de l'homme</p> <p>Denis Oswald, membre du CIO, Professeur et Directeur du Centre international d'étude du sport (CIES), Neuchâtel</p> <p>Sébastien Touzé, Secrétaire général de l'institut</p> |
| 12:00 | <b>Cocktail déjeunatoire</b>  |   |
| 13:30 | Discours d'introduction   | Pierre Cornu, Conseiller juridique senior (CIES)  |
|       | <b>1. Coordination substantielle et procédurale des règles en matière de sport</b>  |   |
| 14:00 | 1.1 Coordination des réglementations des autorités publiques dans le sport  | Rapporteur : Simon Gardiner, maître de conférences en droit du sport, Leeds Metropolitan University (R.U.)  |
| 14:20 |   | Discutant : Alexandre Miguel Mestre, Secrétaire d'Etat portugais à la Jeunesse et au Sport  |
| 14:30 | 1.2 Coordination des voies de recours juridiques dans le sport  | Rapporteur : Charles Dudognon, Directeur Général du Centre de Droit et d'Économie du Sport (CDES, Université de Limoges), Rédacteur en chef de JuriSPORT  |
| 14:50 |   | Discutant : Carlos Schneider, Conseiller disciplinaire à l'UEFA   |
| 15:05 | <b>Séance de questions - réponses</b>   |   |
| 15:20 | <b>Pause café</b>   |   |
|       | <b>2. Aperçu des contentieux dans le sport à la lumière des procédures de la Cour européenne des droits de l'homme</b>  |   |
| 15:45 | 2.1. Indépendance de la justice sportive  | Rapporteur : Matthieu Reeb, Secrétaire général du TAS   |
| 16:05 |   | Discutant : Antonio Rigozzi, avocat et professeur, Genève (Suisse)  |
| 16:20 | 2.2. Contentieux dans le sport et droits de l'homme : introduire une requête en matière de sport à Strasbourg : possibilités, risques et obstacles  | Rapporteur : Daniel Rietiker, administrateur à la CEDH, Division chargée des requêtes, et chargé de cours à l'Université de Lausanne  |
| 16:40 |   | Discutant : Nathalie Korchia, avocate, Paris (France)   |
| 16:50 | <b>Séance de questions - réponses</b>   |   |
| 17:10 | Conclusions et clôture du séminaire   | Sébastien Touzé, Secrétaire général de l'Institut<br>Stanislas Frossard, Secrétaire exécutif de l'APES  |
| 17:30 | <b>Clôture</b>  |   |

ANNEXE II – Liste des participants - Séminaire sur la Justice sportive et les Droits de l'homme  
(bilingue)

**Autorités publiques**

**AUTRICHE**

MinR MMag. Dr. Alexander BALTHASAR  
Leiter des Instituts für Staatsorganisation und Verwaltungsreform  
im Bundeskanzleramt der Republik Österreich

**BELGIQUE**

Mr Patrick GHELEN  
Director Nado Flanders  
Team Health and Sports  
Department of Culture, Youth, Sports and Media - NADO Flanders

**CONGO**

Mr Jocelyn BANGA  
Administrateur des SAF  
Direction Générale des Transports Terrestres  
Secrétaire Général de la Fédération Congolaise de Volleyball

**CROATIE**

Mr Marko GASEVIC  
Legal Advisor  
Croatian Institute for Toxicology and Anti-Doping

**FINLANDE**

Mr Antti AINE  
Professor in Sports Law  
University of Helsinki  
Faculty of Law

**FRANCE**

Ms Manon SEYSSAUT  
Etudiante en Master 2  
Faculté de droit de Strasbourg

Ms Alexia POGNONEC  
Etudiante en Master 2  
Faculté de droit de Strasbourg

**Mr Mickaël HEIDMANN**

Université de Strasbourg  
Équipe de recherche "Sport et sciences sociales"  
Doctorant

**Mr Bakary KABORE**

Master2 Affaires humanitaires et coopération internationale  
Institut des Hautes Etudes Européennes (IHEE)  
Université de Strasbourg

EPAS (2013) 30

Ms Aurélie AÏM TUIL  
Juriste – Mission juridique  
Ministère des Sports

M. Florian LIETOUT  
Adjoint au Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

GEORGIE  
Ms DOBORJGINIDZE Ana  
Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of Georgia to the Council of Europe

Mr Irakli DOLABERIDZE  
Deputy Head of Sport Department  
Ministry of Sport and Youth Affairs

POLOGNE  
Ms Katarzyna GRABSKA - LUBERADZKA  
Senior Manager of Legal Affairs  
Court of Arbitration for Sport by POC Polish Olympic Committee

FEDERATION DE RUSSIE  
Mr Eduard RYZHKIN  
Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe

Mr Pavel VOLCHIHIN  
Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe

SUISSE  
Mr Yann HAFNER  
Assistant-doctorant  
Chaire de droit du sport II (Prof. Antonio Rigozzi)  
Faculté de droit - Université de Neuchâtel

Mr Micael TOTARO  
Assistant-doctorant  
Chaire de droit du sport II (Prof. Antonio Rigozzi)  
Faculté de droit - Université de Neuchâtel

Mr Nejat HACIOMEROGLU  
Etudiant en Master en Droit du Sport  
Faculté de droit - Université de Neuchâtel

Mr Alexis SCHOEB  
Etude Schoeb Avocats  
Associé

Ms Dagmar FRANK  
Director  
Frank CS GmbH

Mr Andreas FRANK  
Managing Director  
Frank CS GmbH

Ms Valérie BERSET HEMMER  
Office fédéral de la Justice  
Domaine de direction Droit public  
Unité Projets et méthode législatifs

ROYAUME-UNI  
Dr Leanne O'LEARY  
Senior Lecturer in Law and Solicitor  
Centre for Sports Law Research  
Edge Hill University

Ms Veronica LO PRESTI  
London Metropolitan University  
Student of a master degree course in International Sport Management

### **Conseil de l'Europe**

Ms Liene KOZLOVSKA  
Sport Conventions Division  
Co-Secretary of the Anti-Doping Convention

Mr Pierre MASSON  
Head of the Sport Conventions Division

Mr Klaudiusz RYNGIELEWICZ  
European Court of Human Rights

Mr Musa KHASANOV  
Assistant lawyer  
European Court of Human Rights

Ms Patricia IACOB  
Assistant lawyer  
European Court of Human Rights

Ms Maja PETROVSKI  
Assistant lawyer  
European Court of Human Rights

Mr Pavlo Pushkar, PhD  
Senior lawyer  
European Court of Human Rights

### **Institut international des droits de l'homme**

Mr Mehdi BELKAHLA  
Assistant de recherche  
Institut international des droits de l'homme

Mr Alejandra ARRUE  
Stagiaire  
Institut international des droits de l'homme

### **Organisations**

European Gay and Lesbian Sport Federation (EGLSF)  
Ms Armelle MAZE  
Co-President

EU Athletes  
Jean-François REYMOND  
General Secretary

Mr Franck LECLERC  
Administrateur  
Fédération Nationale des Associations et Syndicats de Sportifs

Mr Romuald PALAO  
Avocat  
Fédération Nationale des Associations et Syndicats de Sportifs

FIBA EUROPE  
Mr Olafur RAFNSSON  
President

International Ice Hockey Federation  
Ms Ashley EHLERT  
Legal Manager

World Anti-Doping Agency  
Mr Julien SIEVEKING  
Chef des services juridiques

### **Intervenants**

Ms Snežana SAMARDZIC-MARKOVIC  
Director General of Democracy  
Council of Europe

Mr Guido RAIMONDI  
Vice-President  
European Court of Human Rights

Mr Denis OSWALD  
IOC member  
President of the International Federation of Rowing Associations  
Docteur en droit, avocat, Professeur à l'Université

Mr Pierre CORNU  
Senior Legal Counsel  
Centre International d'Étude du Sport (CIES)



Mr Simon GARDINER  
Reader in Sports Law  
Leeds Metropolitan University

Mr Alexandre Miguel MESTRE  
Secretary of State for Sports and Youth  
Portugal

Mr Charles DUDOGNON  
Director General of the Centre for the Law and Economics of Sport (CDES)  
Editor-in-chief of JuriSPORT

Mr Carlos SCHNEIDER  
Disciplinary Counsel  
Union of European Football Associations (UEFA)

Mr Matthieu REEB  
Secretary General  
Court of Arbitration for Sport

Prof. Antonio RIGOZZI  
Partner  
Lévy Kaufmann-Kohler  
Attorneys-at-law

Mr Daniel RIETIKER  
Administrator Case-processing Division  
European Court of Human Rights

Ms Nathalie KORCHIA  
Avocate au barreau de Paris

### **Organisateurs**

Mr Stanislas FROSSARD  
EPAS Executive Secretary  
Council of Europe  
Human Rights and Antidiscrimination Directorate

Mr Sébastien TOUZE  
Secretary General  
International Institute of Human Rights

**Participants**

FINLANDE  
Mr Antti AINE  
Professor  
Faculty of Law

GRECE  
Mme Vassiliki YIANNAKAKI  
Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of Greece to the Council of Europe

POLOGNE  
Ms Katarzyna GRABSKA - LUBERADZKA  
Senior Manager of Legal Affairs  
Court of Arbitration for Sport by Polish Olympic Committee

SUISSE  
Mr Wilhelm RAUCH  
Chef du service juridique  
Office fédéral du sport

**Secrétariat**

Mr Stanislas FROSSARD  
EPAS Executive Secretary  
Council of Europe

## ANNEXE IV – Contributions des états membres (uniquement en anglais)

**Current state of affairs in Finland**

There have been very few sport law cases before arbitration tribunals in Finland. One of the main reasons for this situation is the National Board of Legal Protection in Sports which handles most of the relevant sports law cases in Finland. It was established by national sports federations and their association in 1991. The Board can handle cases concerning disciplinary decisions, competition rules (but not the rules of the game), member rights in associations and nomination of national representatives for Olympics and World Championships etc. On the other hand, the Board cannot make decisions concerning interim measures and contract law disputes. Therefore, contract law cases are decided by civil courts and arbitration tribunals.

Members of the Board are all lawyers. Most of them have LL.M. with court training. Members work on a voluntary basis. However, there are close links between the Board and ordinary courts. Regularly, the President of the Board has been a member of the Supreme Court.

Decisions of the Board are not legally binding. However, decisions have been de facto effective. Only in exceptional cases, these decisions have been challenged before ordinary courts. One of these decisions is a well-known case of Minna Lainio (track & field). It was a doping case, in which the Supreme Court gave the final decision. The Supreme Court decided that Ms. Lainio had access to court because the anti-doping decision made by a national sports federation, a suspension for two years, had relevant effects of her basic rights. However, the Supreme Court decided that there was a solid basis for this suspension.

Additionally, it can be mentioned that there have been some sport law cases concerning interim measures before civil courts. One case concerned match-fixing in Finnish Baseball. A disciplinary decision made by the National Federation was challenged by some players. However, interim measures were not granted by a District Court.

There have been some sports law cases before arbitration tribunals in Finland. The most well-known of these cases concerned the unfortunate incidents in World Ski Championships which were held in Lahti in 2001. Many Finnish skiers were held responsible for anti-doping rule violations. After the decision made by the National Federation, the skiers decided to sue the National Federation before an ad-hoc arbitration tribunal in Finland. Unfortunately, the International Ski Federation was not involved in the arbitration proceedings. Therefore, the final outcome of the arbitration proceedings had very slightly effects on the state of affairs.

### **Views of the Greek Secretariat General of Sport**

- Sport justice in Greece is provided by the relevant disciplinary bodies operating either in the sport federations or the associations responsible for the professional leagues of each sport. The State is not responsible for the administration of disciplinary justice, but the relevant disciplinary entitled bodies are, according to the provisions of the relevant sport federations, within the context of sport movement autonomy. The Greek state has established the autonomy of sport federations and intervenes only in cases of public interest, spectators' violence incidents, as well as in cases of auditing state grants addressed to sport federations etc.

Criminal courts are responsible for judging the criminal part of spectators' violence cases (hooliganism), illegal betting and match-fixing in sport events, bribe and corruption of referees, athletes, sport agents a.s.o., as well as in cases of racial behaviors.

- The State does not interfere as far as the regulations of each sport are concerned, while the relevant sport federation is responsible for that, being in accordance with the rules and regulations of the respective international federation, within the context sport movement autonomy.

- In each sport federation operates also a Referees Committee aiming at the development and improvement of the respective sport refereeing issues, as well as the selection of the proper referees used every time in sport events. Referees associations as well as referees federations might also operate in each federation.

In order though to protect the public interest, the Greek State has established rules to prevent the selection of referees who are sentenced by the Greek Criminal Courts, for crimes described in article 3 of the Greek Sport Law (Law 2725/1999, O.G.G. A 121, as in force). Also the referees are due to submit their personal statement for their financial position, as well as that of their wives (or husbands respectively) and their underage children before the High Court Deputy Attorney General.

## **Sports justice and state justice in Switzerland**

Swiss Confederation  
Federal Department of Defence, Civil Protection and Sport  
Federal Office for Sport  
Sports Policy and Resources

Like nearly all European countries, Switzerland recognises the autonomy of clubs and associations, which stems from the private-law principle of freedom of association. Clubs and associations enjoy great freedom of action, particularly as regards the organisation of their internal affairs. Switzerland accordingly recognises the internal disciplinary rules of clubs and associations.

The Swiss Civil Code lays down the principle that any member of a club or association may go before a state court to challenge unlawful decisions (Art. 75). However, under Swiss law the parties may also agree to dispense with a state court and, instead, have the case heard by an arbitration tribunal.

In sports-related legal matters, Switzerland is subject to close international scrutiny: on the one hand, Switzerland is the headquarters country of numerous international sports federations set up and organised under Swiss law, and on the other, the Court of Arbitration for Sport (CAS) is based in Lausanne.

As an institutional arbitration body for sport, CAS centralises disputes relating to sports regulations and sees to substantive harmonisation. As CAS is now used by virtually all national and international federations as an external court of appeal to hear and decide sports-related disputes, the world of sport possesses, in CAS, a unique institution for the settlement of sports-related disputes.

CAS seeks to ensure unity of case-law and thus guard against the fragmentation of international sports justice. In deciding cases, expert arbitrators seek to ensure that due attention is paid to the special features of sport. The aim, in short, is to ensure speedy, appropriate and expert decision-making (*Zeitschrift für Sport und Recht* 6/2011, p. 230).

Where CAS acts as a court of arbitration based in Switzerland and the parties are resident or based in Switzerland, a national (domestic) arbitration procedure is involved. The proceedings are conducted in accordance with the provisions of the Swiss Code of Civil Procedure (Art. 353 et seq; SR 272). Where, however, at least one of the parties is resident or based abroad, an international arbitration procedure is involved. CAS acts as a Swiss international court of arbitration and applies international arbitration law. The proceedings are conducted in accordance with the provisions of the Federal Act on Private International Law (Art. 176 et seq; SR 291).

In sports-related disputes, the proceedings may be of three types:

1. Ordinary (first-instance) proceedings. These are used for sports-related disputes which concern neither the challenging of decisions of clubs or associations nor matters connected with the Olympic Games. They are used in particular to decide disputes arising from contracts on sports-related matters.
2. Appeal proceedings, which account for a much larger proportion. These are cases in which decisions by clubs or associations are referred to CAS for review. As Switzerland has no courts with specific jurisdiction to deal with cases involving associations, CAS always decides these cases as an appellate court.
3. Since 1996, CAS has also had an “Ad Hoc Division” for the Olympic Games. Arbitrators based directly at the Olympic venue decide disputes connected with the Olympic Games within 24 hours of the complaint being lodged. CAS arbitral awards which give rise to any of the grounds of appeal set out in Art. 389 of the Code of Civil Procedure or Art. 190 of the Federal Act on Private International Law may be appealed against by the parties before the Federal Court.

The Swiss Federal Court recognised the independence of CAS as far back as 1993, but made a reservation regarding its organisational and economic links with the IOC (BGE 119 II 271). Since the complete organisational separation of CAS from the IOC in 1994, the Federal Court has repeatedly and unreservedly confirmed the institution’s autonomy.

The independence of CAS was vociferously and vehemently called into question again in connection with the well-publicised dispute between Olympique des Alpes SA (OLA, which runs the professional section of the football club FC Sion) and FIFA. There were some noteworthy developments in the “FC Sion affair” at the end of 2011:

By way of enforcing a ban on signing new players imposed by FIFA in 2009, and following a succession of proceedings before various federation bodies, state courts and CAS, the central committee (executive body) of the Swiss Football Federation deducted 36 points from FC Sion in the Swiss Super League at the end of December. This led OLA to apply to the competent regional court for provisional legal protection, inter alia to prevent the points deduction from becoming effective. The regional court ruled that there was no urgency and dismissed the application. This was because OLA had applied to a state court to decide the principal issue instead of taking the case to CAS as provided for under the relevant OLA regulations. OLA had refused to call on CAS because it regards it as biased and “federation-oriented” (decision of 14 February 2012 of the Bern-Mittelland Regional Court; commentary in CaS 2012, 79).